Questions orales

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bienêtre social): Monsieur le Président, au nom du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, je pense que pour bien saisir cette question délicate, on devra s'en tenir strictement à ce que le député a dit et ce qu'il est disposé à faire et non ce que laisse sous-entendre la question du député.

Je n'ai pas d'objection à faire état d'une lettre qui a déjà été rendue publique. C'est une lettre que le ministre des Affaires indiennes a envoyée à M. Harry Allen, président du Conseil des Indiens du Yukon. Je n'ai que le temps de signaler les trois principaux points que le ministre fait valoir dans cette lettre: d'abord, qu'il demanderait l'autorisation de maintenir le programme des anciens; en second lieu, qu'il maintiendrait les accords provisoires en cours; et en troisième lieu, en ce qui concerne le financement du Conseil du Yukon, que tout engagement de la part du gouvernement fédéral pour le présent exercice financier serait maintenu.

LA CONDUITE DES NÉGOCIATIONS

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, on a mis fin aux négociations et on a mis un terme au financement. Si le gouvernement refuse de traiter avec le Conseil des Indiens du Yukon d'une façon ouverte, souple et franche, comment les peuples autochtones du Canada pourront-ils avoir confiance dans l'examen de la politique relative aux revendications territoriales annoncé par le ministre ou dans toute autre mesure qu'il pourrait prendre?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bienêtre social): Monsieur le Président, il n'y a pas eu de négociations depuis 1979. Nous avons recommencé à négocier d'une façon ouverte, franche et directe. C'est ainsi qu'entend procéder l'actuel ministre des Affaires indiennes et le gouvernement. Et ils n'ont pas dérogé à ces principes.

LE DÉSARMEMENT

LES DÉCLARATIONS ATTRIBUÉES AU MINISTRE

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, au sujet de la paix, je voudrais d'abord féliciter le premier ministre pour deux nominations, celle de l'ambassadeur Roche et, tout dernièrement, celle de Geoffrey Pearson. Malheureusement il a nommé quelqu'un de pas très fiable à la tête de la Défense nationale, un véritable Archie Bunker bien canadien, semble-t-il. Cette semaine ou vers la fin de la semaine dernière, le ministre a insulté les Canadiens et Canadiennes qui font partie du mouvement pour la paix en déclarant dans un discours à Winnipeg que ce mouvement était faible, ce qui était tout à fait normal et une bonne chose.

Puis il a approuvé, apparemment, le fait que certains contestataires aient été mis sous les verrous, en Nouvelle-Écosse.

Je tiens à donner l'occasion au premier ministre de dénoncer ces déclarations stupides et irréfléchies de son ministre et de s'excuser auprès de ces Canadiens et Canadiennes dévoués qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour ouvrir la voie de façon concrète à l'instauration de la paix et d'une entente cordiale entre les populations du monde entier.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je trouve désolante la remarque que mon collègue a faite au sujet du ministre de la Défense nationale. Ce dernier est un député très respecté depuis près de 28 ans. Je pense qu'il a beaucoup apporté à son pays . . .

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: . . . et cette remarque me désole.

• (1140)

Quant aux activités entreprises par des groupes désireux de promouvoir la cause de la paix, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les évêques et, en d'autres occasions, avec des groupes d'activistes pour la paix. Voici ce que je leur ai déclaré. Je les ai exhortés à ne pas fléchir dans leurs efforts. La plupart du temps, leurs initiatives ne sont pas compatibles avec la politique du gouvernement, mais tant pis, parce que les pressions exercées par des personnes respectables qui travaillent pour la paix sont le gage le plus sûr qu'une démocratie est saine. Je les encourage continuellement parce qu'il n'y a rien de plus noble que des citoyens défendant la cause de la paix. Je les encourage et leur garantis qu'ils seront toujours bien reçus au cabinet du premier ministre du Canada.

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, j'ai cru entendre le premier ministre affirmer que les efforts du mouvement pour la paix ne sont pas compatibles avec la politique du gouvernement, ce que je trouve très troublant, je dois l'avouer. Je vérifierai dans les bleus mais c'est ce que j'ai cru l'entendre dire. Au lieu de trouver désolantes . . .

M. le Président: En toute déférence, je dois demander au député de poser sa question.

M. Johnston: Au lieu de trouver mes remarques désolantes, ne trouve-t-il pas regrettable la déclaration de son propre ministre qui a calomnié les motifs et les initiatives des membres du mouvement canadien pour la paix?